

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 4-10-1972 - N° 75

la norvège
contre
l'europe

*république
ou monarchie*

réponse de :

**claud
brauair
philosophe**

Les jeunes :

un

explosif

social



jeux dangereux

Pompidou a parlé. Lecanuet et J.-J. S.-S. ont parlé. Poniatowski n'arrête pas. Et Giscard parlera bientôt. Seule la gauche unie fait preuve, pour l'heure, d'une remarquable discrétion : juste quelques commentaires acides (on ne pouvait moins faire) après la conférence de presse du Président de la République. Serait-ce parce que la gauche, et plus particulièrement le Parti communiste, ne se sent pas très à l'aise sur le plan des scandales ? Il y a effectivement cette affaire de Nîmes, dont on parlait ces jours derniers. Et il faudra bien se pencher sur cette question des municipalités communistes, qui est tout aussi intéressante que celle de la corruption du régime.

PACHYDERMES...

Quoi qu'il en soit, le Parti communiste ne retient guère l'attention. Il y a bien les gaffes de M. Marchais (ses déclarations sur la laïcité par exemple, rattrapées à grand peine par Juquin), il y a bien les clowneries du même secrétaire général à la télévision, mais finalement les fantaisies de pachydermes ennui. Plus que jamais, on remarque la sclérose, l'immobilisme, l'absence d'imagination de ce grand corps mort qu'est le Parti communiste. Mitterrand est plus habile, plus mordant, même si les pauvres recettes de son programme ne font pas illusion. Mais sa victoire aux législatives est aléatoire, malgré les difficultés de l'équipe en place.

Certes, les sondages montrent que les scandales ont porté un coup très dur au parti au pouvoir. Et l'on sait qu'il suffirait d'un glissement de 5 % des voix pour que la majorité bascule vers la gauche. Mais l'U.D.R. n'a pas dit son dernier mot : qu'une épuration sévère lui redonne les apparences de l'honnêteté, qu'une grande peur vienne lui apporter les suffrages des « gens d'ordre » et tout peut être sauvé.

Il n'est cependant pas certain que la gauche se laisse entraîner dans une quelconque provocation et il n'est pas sûr que le flot des scandales puisse être endigué. La crise de régime n'en serait pas ouverte pour autant. C'est qu'il resterait au pouvoir actuel, au cas où il perdrait la majorité absolue, la possibilité de s'appuyer sur deux béquilles, d'inégale solidité, qui lui permettraient de poursuivre une marche claudicante vers les présidentielles et les législatives de 1977.

RÉFORM'BROTHERS...

Deux béquilles ? Il y a d'abord le tandem Lecanuet—J.-J. S.-S. qui s'est produit la semaine dernière devant les journalistes. On admirera au passage la bouleversante nouveauté du programme des « réformateurs » qui se sont contentés de mêler la démagogie la plus grossière aux slogans démo-chrétiens et schreiberiens les plus éculés. On saluera aussi la bonne grosse habileté de Lecanuet, spécialiste du célèbre « balancement circonspect » et des formules chèvre-chou héritées du radicalisme de naguère : vive le « changement dans la stabilité », sans « ralliement ni obstruction » ! Allez comprendre...

Mais qu'importent les formules. La vérité, grosse comme une maison, c'est que les « réform'brotthers » se sentent trop loin du pouvoir et qu'ils aimeraient bien, comme naguère Duhamel, y participer. Mais après conclusion d'un « pacte », car on a sa fierté. Cela fera toujours une petite béquille pour Pompidou, si toutefois les « réformateurs » réalisent une performance convenable aux élections, ce qui n'est pas encore prouvé.

... ET POISSON-PILOTE

Il y a, heureusement, plus sérieux : regardez le brave Ponia, l'intègre Ponia, le dévoué Ponia multiplier les déclarations, proposer des plans

contre la corruption et pour la défense du citoyen, en bon poisson-pilote de Giscard qui, dit-on, regarde avec insistance vers les présidentielles. Voilà une belle équipe d'incorruptibles qui a toutes les chances de faire son beurre en mars prochain, sauvant par la même occasion une U.D.R. qui a toutes les chances de sortir amoindrie de la consultation.

Tels sont les jeux de la classe politique, dont la vanité saute aux yeux comme jamais. Les entrechats autour du pouvoir, les jongleries verbales et les nobles attitudes masquent de plus en plus mal le fossé qui sépare les Français de cette caste de chefs de clans lorgnant vers l'Elysée, de tâcherons fascinés par le fric, de médiocres rêvant de Palais-Bourbon. Les sondages auxquels nous faisons allusion par ailleurs montrent que cette classe est en train de sombrer dans un total discrédit ; n'est-il pas significatif que les deux principaux partis français — le P.C. et l'U.D.R. — soient rejetés par une grande partie des jeunes Français ? Sans doute certains hommes et certains partis exercent-ils encore quelque attrait. Mais gageons que les illusions tomberaient vite, si demain ils parvenaient au pouvoir.

Dès à présent, beaucoup se demandent s'ils ne sont pas tous pareils. On s'apercevra demain qu'ils sont tous pourris par l'action politique, telle que la démocratie la suscite. Le temps des remises en causes décisives n'est pas loin.

B. LA RICHARDAIS.

P.-S. — Ce bref tableau de la vie politique n'est pas entièrement satisfaisant. Il y manque quelque chose, ou quelqu'un.

Nous nous voyons donc dans l'obligation de passer l'annonce suivante :

« Cherchons monsieur, 50 ans, présentant bien, décoré, visage énergique, voix d'airain, attaché aux idéaux de la droite libérale, sachant manier la trique et disposant appuis financiers pour susciter candidatures.

« Le postulant devra avoir milité chez La Rocque, avoir été membre du Conseil National sous Vichy, puis des Indépendants-Paysans. Un européisme de bon ton est recommandé. Des positions atlantistes aussi.

« Anciens combattants L.V.F. s'abstenir. »

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**



EDITORIAL c'était si simple

Comme tout était simple hier encore. Malgré les foudres d'un chef d'Etat et les lenteurs des fonctionnaires, l'Europe semblait entrer dans la voie majestueuse de l'unité, écartant les nations vieillies sous les acclamations des peuples. Malgré les goulots d'étranglement, la production et la consommation ne cessaient de croître. Enfin, une belle jeunesse découvrait, en même temps que le yé-yé, les plaisirs de l'abondance, tout en se préparant avec sérieux à jouer, l'heure venue, son rôle dans le processus productif.

Seule la présence du communisme, « expansionniste et monolithique », venait assombrir le tableau. Mais le « monde libre », sous la direction du grand frère américain, savait le tenir en respect. Et, là encore, l'Europe aurait tôt fait de montrer son immense bienfait en opposant une barrière infranchissable à la subversion, avant de l'anéantir par l'exemple imposant de sa prospérité.

Aujourd'hui, il ne reste plus rien de ces exaltantes certitudes. Depuis 1968, la jeunesse a perdu, aux yeux de beaucoup, son visage angélique. Depuis les combats sur l'Oussouri, le communisme ne peut plus être sérieusement qualifié de monolithique. Et la guerre du Vietnam a mis à mal le dogme de l'invincibilité américaine. Enfin, on s'aperçoit depuis quelques années que l'abondance des biens matériels ne suffit pas, que le dogme de la bienfaisance absolue du « Progrès » est un faux dogme, tant le développement des forces matérielles engendre de désillusions.

Les modèles proposés à l'admiration des foules ont tout aussi clairement fait faillite : il n'y a plus de rêve américain ou de paradis soviétique ; quant à Mao, Castro et Allende, ils n'exercent qu'un faible pouvoir d'attraction, si l'on en croit les sondages récents.

Restait l'idéal européen. Après le non norvégien, il est bien mal en point ! Il faut s'appeler Roland Faure, de *L'Aurore*, pour écrire que l'Europe ne sera que plus facile à bâtir. Du moins ses confrères sont-ils plus clairvoyants :

Le Figaro reconnaît à quel point l'élan des peuples, condition première de toute réussite dans le domaine européen... fait aujourd'hui défaut. Et mercredi dernier, *Le Monde* remarquait tristement que, après le résultat médiocre du référendum d'avril en France, ce nouvel échec démontrait qu'aucune idée, fût-elle grande, ne saurait être qualifiée d'irréversible. Deux phrases que retiendront les futurs historiens de l'idée européenne.

Mais que l'on ne nous prenne pas pour des hypocrites glorifiant, quand ils leur servent, les résultats de consultations dont ils dénoncent par ailleurs le principe. L'important n'est pas tellement la victoire des non en Norvège, et une majorité de oui au Danemark ne changerait rien à l'affaire. L'essentiel est que, dans ces deux pays, la jeunesse soit à la pointe du combat contre l'Europe, qu'elle ait découvert que l'Europe idyllique des discours masquait les tristes réalités du fric, de la production à outrance, de la pollution et de la dépersonnalisation.

Quelle défaite pour tous ceux qui, capitaines d'industries ou politiciens, espéraient la faire marcher droit en lui donnant cet « idéal ». La voici qui se rebelle pour défendre des biens qui ne sont pas économiques — pureté de l'air, limpidité de l'eau, douceur de vivre —, découvrant du même coup le caractère irremplaçable de la nation, protectrice de ces biens qu'elle n'entend pas abandonner aux technocrates étrangers.

Les convulsions des empires, les échecs de leurs politiques, les remises en cause radicales qui se font jour, marquent de toute évidence la fin d'une époque. Notre siècle, celui du capitalisme organisé, de la croissance à tous prix et des grands blocs, est en train de mourir. Bien avant l'heure fixée, les historiens de l'avenir verront sans doute dans les années soixante-dix les prémices d'un XXI^e siècle sans doute fort éloigné des schémas des futurologues professionnels. Il nous appartient de le rendre plus humain.

N.A.F.

NAF.TELEX...NAF.TELEX...NAF.TELEX

● NOTRE-DAME. — D'après Yvan Christ, généralement bien informé (1), il est question d'éviter que la cathédrale Notre-Dame soit déparée par le passage des voitures sur le parvis. Celles-ci emprunteront une voie souterraine. Ah mais ! La V, au moins, respecte notre patrimoine artistique, sauf s'il est mérovingien bien sûr, car la voie détruira les vestiges de la cathédrale mérovingienne Saint-Etienne, construite durant la première moitié du VI^e siècle par Childebert I^{er}, et qui fut la plus grande cathédrale de la Gaule. Il était prévu d'y poursuivre les travaux d'exhumation des vestiges, mais les hiérarques de l'aménagement parisien se souvenant que les Francs mérovingiens étaient des adversaires acharnés des Vandales en ont eu un pincement au cœur et mis le holà !

(1) *L'Amateur d'art* du 21-9-72 (1, cité *Bergère* - 9°).

● DRUGSTORE. — Incendie dans la nuit du 27 au 28 septembre au drugstore Elysées. Auteurs du coup : Mme Lazurick, J.-J. S.-S. et Lecanuet qui, après avoir sablé le champagne à la gloire des réformateurs ont eu un coup au cœur en voyant pour la première fois la N.A.F. en vente à côté de *L'Aurore* et de *L'Express*.

● STRIP-TEASE. — Une suggestion à Giscard pour lui permettre de mener son admirable combat contre la fraude fiscale : obliger les patrons des boîtes de strip-tease à déclarer les artistes. Ce n'est pas le cas actuellement, alors qu'elles touchent chaque nuit, avec leur cachet et la commission sur le champagne bu par le client entre 120 et 200 F suivant les boîtes et l'état de fraîcheur de la viande. Les patrons ne paient aucune charge sociale et leurs pensionnaires, si elles tombent malades, sont réputées sans ressources et soignées gratis aux frais de la collectivité.

Au cas où Giscard aurait besoin de renseignements complémentaires, ne pourrait-il pas les demander à M. Lovera, propriétaire du cabaret « Le Pigalle » à Vichy, qui n'a aucune raison de les lui refuser ?

● P.C. — Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis a installé superbement le nouveau tribunal de Bobigny dans des locaux qu'il a subventionnés en grande partie. Objectif de tant de prévenance : essayer de mettre la main sur le jeune barreau de Bobigny.

● POLYTECHNIQUE. — Pendant 48 heures la semaine dernière, les « X » ont refusé de porter l'uniforme et fait la grève des cours. Prétexte :

la mise au secret pendant vingt jours de deux élèves qui auraient refusé de se faire couper des cheveux trop longs pour l'un, « séché » une séance de sport pour l'autre. Motif : l'exaspération des élèves devant le « fliquage » dont ils sont l'objet. Debré sent que ce grand corps de l'Etat (et de la technocratie) est peu acquis au pouvoir en place. Il cherche donc à mettre bon ordre, avec le doigté et les gros croquenots des inspecteurs Dupont et Dupond, les célèbres personnages de « Tintin ».

● L'ACTION SOCIALE de l'Ile-de-France a organisé le dimanche 1^{er} octobre, une table ronde à Versailles, avec MM. Leprince-Ringuet, Elgozy, Gruson et Garaudy. Ce dernier a dominé le débat et développé des positions à la fois ambiguës, passionnantes et contestables, qui méritent examen plus profond (ce sera fait dans notre revue). En revanche, M. Leprince-Ringuet a récité les slogans les plus éculés sur la science facteur de progrès, et réclamé gravement que les députés français se penchent davantage sur les problèmes universels... en attendant un gouvernement mondial.

Moralité : un prix Nobel de physique peut être un âne, sorti de sa spécialité. Quand cet âne est habillé de vert, il est malheureusement transformé en vedette.



contre l'aliénation

Dans les articles précédents, Jean-Pierre Lebel a analysé la crise de l'Université et montré ce qu'a d'illusoire la conception de l'école, gigantesque clinique d'accouchement de « l'homme nouveau », étendue à toute la société. Face à cette imposture, il convient d'opposer l'éducation conviviale qui « éduque » l'homme dans le cadre de ses communautés naturelles et au contact de la vie. Il termine aujourd'hui sa série d'articles en examinant les objectifs et les moyens d'une stratégie d'A.F. en milieu scolaire. Le scandale des maîtres auxiliaires étalé au grand jour, et le désarroi de la jeunesse confirmé par deux sondages, apportent en effet une preuve supplémentaire, cette semaine, du caractère névralgique du secteur universitaire dans le combat contre-révolutionnaire.

La conquête des milieux universitaires par l'A.F. est à la fois une tâche prioritaire et une tâche difficile. La machinerie universitaire est de plus en plus mal supportée par ses victimes, mais celles-ci ne songent pas à en remettre en cause les principes fondamentaux. Il est significatif qu'un des rares politiciens traditionnels à garder la faveur des jeunes soit Edgar Faure. Les gauchistes eux-mêmes ne rejettent pas la conception de l'université éducatrice-prométhéenne et totalitaire. Ils se bornent à appliquer aux rapports enseignants-enseignés la vieille dialectique du maître et de l'esclave, complétée par les schémas marxistes sur la lutte de classes.

Toute action de notre part sur le terrain des structures universitaires est donc, pour l'instant, relativement inefficace. Les magouilles, style syndicalisme étudiant, action dans les conseils d'université peuvent constituer un moyen de faire exploser le système de l'intérieur, à condition qu'elles soient menées par un noyau relativement important de militants refusant totalement l'université démocratique et, surtout, bénéficiant sur ce point, du consensus d'une partie du public universitaire.

CRITIQUER LE CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT

Or, actuellement, ces conditions ne sont pas remplies, la seconde surtout. Dès lors, les combats pour un « art de vivre lycéen (ou étudiant) » deviennent équivoques, car ils considèrent le lycée comme une entité autonome ayant sa propre finalité. Or, c'est cette finalité totalitaire que nous devons remettre en question.

Ce qu'il nous faut donc réaliser en priorité, c'est la « réforme intellectuelle et morale » d'une minorité d'étudiants, lycéens et enseignants. Cette réforme consistera à leur montrer que la logique même de l'université mutile et dénature toute leur vie.

Autrement dit, plutôt que de nous polariser sur (et contre) les institutions enseignantes, c'est le contenu de l'enseignement que nous devons attaquer.

Ne cachons pas que cela suppose de notre part une ascèse assez sévère. Nos militants doivent être par priorité de bons élèves et de bons professeurs.

BONS ÉLÈVES...

Bons élèves ? Oh ! Il ne s'agit nullement de demander au membre de la N.A.F. d'être un

bon jeune homme cosinus à tête de « polard » et qui dénonce à l'occasion ses petits copains lycéens, attendant de flagorner le prof de fac ! Ce qui nous intéresse, ce sont des militants capables d'éveiller l'intérêt de leurs camarades et des professeurs pour les idées contre-révolutionnaires.

Il leur faut analyser de très près les cours, surtout en Lettres, Histoire, Philo, afin d'y déceler tel sophisme ou telle contre-vérité et « attaquer » le professeur sur ce point. Une équipe de militants se concertant habilement peut même, par ses interventions, infléchir certains cours vers la critique de la vie quotidienne. Ainsi, en première, lorsqu'on étudie, tant en Histoire qu'en Géographie, la croissance de la région parisienne, il serait dommage de ne pas profiter de l'occasion pour amener le maître à souligner la disparition de tout projet cohérent d'urbanisme liée à l'avènement de la démocratie libérale.

Vient-on à parler de la civilisation bourgeoise au XIX^e siècle ? Il est facile de montrer que c'est à partir du XIX^e siècle que s'instaure la « gérontocratie » : l'homme de moins de trente ans n'est pas considéré comme un adulte, les gouvernants sont chenus à souhait..., alors que l'ancien régime fixait la majorité du Roi à l'âge de... treize ans et qu'à vingt-quatre ans, Philippe-Auguste conduisait une croisade ! De la sorte, on débouche sur une remise en cause de tout le contexte idéologique et social sur lequel repose l'école démocratique.

Naturellement, il n'est pas toujours possible au lycéen ou à l'étudiant d'A.F., d'avoir les connaissances suffisantes pour orienter ainsi un cours. Qu'il s'abstienne alors ! Mais qu'il se dise que, vu l'étendue des programmes, aucun professeur n'est pas ferré à glace sur tout et que l'élève a souvent la possibilité de « l'interpeller »... à condition qu'il s'astreigne à se cultiver. Au besoin, qu'il demande conseil aux cadres de la direction des cercles d'études et se serve du matériel que nous éditons, style « Petit Manuel » !

Lorsqu'il intervient dans une classe ou un amphithéâtre, qu'il se dise aussi qu'il a, en face de lui, non pas une entité à abattre nommée le Maître, mais un homme à la fois agent et victime du système, bien souvent en plein désarroi. Les professeurs — à part les inévitables imbéciles que l'on rencontre partout — sont heureux de trouver des élèves qui animent un cours, même si leurs réflexions sont embarrassantes, voire un rien narquoises. Un militant d'A.F. a donc toute chance de porter témoignage auprès d'eux, à

condition qu'il ne donne pas dans une sorte de gauchisme du pauvre et de contestation gratuite.

... ET BONS PROFESSEURS

Le militant lycéen ou étudiant d'ailleurs, peut s'orienter vers l'enseignement. Il est fâcheux que, de façon permanente, l'école soit une machine à capter les éléments les plus brillants vers l'enseignement et les enferme dans les ghettos scolaires. Mais si nous voulons mobiliser l'intelligence française contre l'école de la République, il nous faut jeter dans la bataille, à tous les échelons de l'enseignement, des hommes d'A.F. ayant une pédagogie de la contre-révolution.

Tout est possible pour un enseignant d'A.F., pour peu qu'il sache éviter quelques erreurs grossières.

Ne cherchons pas à copier les démocrates et les fins pantins du P.C. en faisant de l'endoctrinement par bourrage de crâne. Nous aurons toujours contre nous les manuels, les mass media, etc., et partons battus d'avance sur ce terrain. Sans compter que l'on ne rompt pas avec le conformisme démocratique en s'appuyant sur des sujets auxquels on aurait imposé un lavage de cerveau !

Bien au contraire, un enseignant d'A.F. doit éveiller l'esprit critique de ceux qui lui sont confiés en leur montrant l'imposture de l'enseignement - facteur - de - promotion - sociale, en leur faisant toucher du doigt la bâtisse pontifiante des manuels chargés de répandre une version falsifiée de notre histoire, une conception bas-marxiste de la philo et un romantisme à la petite semaine en littérature. Ainsi se créera une amitié et une complicité — je n'ai pas dit un copinage, mais une complicité — entre l'enseignant d'A.F. et ceux de ses élèves qui ont le plus de personnalité.

DÉPASSER LES FAUX PROBLÈMES

Une telle stratégie fera hurler tous ceux qui pensent par schémas préconçus. Les primaires du S.N.E.S.(1) s'indigneront de notre crime de lèse-enseignement obligatoire. Les primates du S.N.A.L.C.(1) se choqueront de notre volonté de bousculer tous les rites de l'Éducation nationale.

Les hallucinés bureaucratiques de la Ligue communiste s'affligeront de nous voir refuser d'être du côté des enseignants contre les enseignés ou du côté des « contestataires » contre les professeurs.

C'est que nous transcendons tous les faux problèmes posés par l'éducation démocratique. Nous en refusons tous les cercles vicieux. Si nous savons voir, juger, oser, agir, l'université peut être, demain, la base à partir de laquelle l'intelligence française, réconciliée avec elle-même, s'unira contre l'aliénation démocratique.

J.-P. LEBEL.

(1) Mais de nombreux membres de ces syndicats, par hasard ou par nécessité, ne sont pas, a priori, imperméables à nos arguments.



maîtres auxiliaires

L'affaire des maîtres auxiliaires est un bon exemple de l'absurdité de l'Education nationale, ce moteur à explosion et à quatre temps conçu par un lecteur de Labiche.

PREMIER TEMPS. — On diffuse l'idéologie de la scolarisation - universelle - et - prolongée - facteur - de - promotion - sociale - de - l'homo-démocratique.

DEUXIEME TEMPS. — Du coup, de nombreux jeunes se disent que la mission la plus noble est celle de l'enseignant. Ils rêvent d'appartenir à ce nouveau corps de lévites qui délivre aux masses scolaires le permis de construire sa vie, appelé diplôme. Ainsi, dans un C.E.S. de la banlieue parisienne, sur neuf élèves d'une quatrième (13-14 ans) ayant déjà une idée sur leur métier futur, sept se destinent à l'enseignement.

TROISIEME TEMPS. — On ne peut intégrer tous les aspirants enseignants dans le corps professoral, vu l'afflux de candidats. En outre, l'accès aux castes supérieures du corps des grands-prêtres (certifiés et agrégés) est volontairement restreint pour des raisons financières.

Les concours, exercices de mémoire, de compétition distinguée et de résistance nerveuse constituent de sévères rites initiatiques et nombreux sont les titulaires de la licence qui ne décrochent ni le C.A.P.E.S., ni l'agreg. Comme disait Edgar Faure « on fera la sélection, non sur le parvis du temple, mais à l'intérieur ».

QUATRIEME TEMPS. — Les laissés pour compte font des maîtres auxiliaires sous-payés qui complètent l'encadrement scolaire (25 % de l'effectif enseignant). Souvent, ils sont mis en bouche-trou pour remplacer un titulaire

malade et font plusieurs bahuts dans l'année. Le fin du fin est de ne pas les employer une année scolaire complète, en les engageant par exemple, trois semaines après la rentrée. De la sorte, ils ne sont pas payés pendant les vacances. L'année suivante, il n'est pas sûr qu'ils retrouvent leur poste car il y a de la concurrence sur le marché et un mauvais rapport administratif peut leur être fatal (1). Naturellement, ils ont les mêmes responsabilités et obligations qu'un professeur titulaire.

En ce moment, les syndicats s'agitent à propos de l'auxiliarat. Que réclament-ils ? : davantage de crédits et davantage de postes de titulaires, bref, un accroissement du nombre des fonctionnaires de l'Education Nationale. Au besoin, pour employer tout ce monde, ils demanderont une prolongation de la durée de la scolarité. Ce qui entraînera un nouvel appel d'air vers les carrières enseignantes et redéclenchera le processus décrit ci-dessus. Plus que jamais, l'Education dite nationale constitue sa propre finalité.

Léonard TANDEAU DE MARSAC.

(1) Ainsi, 2.000 maîtres auxiliaires en 1971-72 n'auront pas retrouvé leur poste à cette rentrée.

autour des sondages

les jeunes contre les partis pour changer la vie

La semaine dernière, deux hebdomadaires ont publié des sondages d'un intérêt primordial sur l'attitude des jeunes Français face à la vie politique (celui du *Point* sur les étudiants, et celui du *Nouvel Observateur* sur les jeunes de 18 à 21 ans). A ces deux enquêtes, qui se recoupent dans une large mesure, il convient d'ajouter un sondage effectué par *Le Point* sur les habitants de la région parisienne qui montre le grand retentissement des scandales et le peu d'intérêt

porté au changement de gouvernement et à l'union de la gauche.

En ce qui concerne les jeunes, on note d'abord une très nette progression par rapport à 1968 de l'esprit révolutionnaire, ce qui ne sera pas sans surprendre certains. C'est ainsi que 49 % des étudiants se déclarent favorables aux thèses gauchistes, beaucoup ayant perdu toute illusion quant au rôle du parlement (57 % pensent qu'il

ne sert pas à grand chose) et quant à la loi Faure (62 % la jugent négative). Il n'est donc pas étonnant que les partis politiques classiques soient rejetés par la majorité : 6 % des étudiants se déclarent proches du P.C. et 9 % de l'U.D.R.

Une exception, le P.S. qui rallie 17 % d'étudiants grâce à son nouveau style « jeune turc » et semi-contestataire. Pour les mêmes raisons, le P.S.U. remporte l'adhésion de 22 % d'entre eux.

Les leaders politiques classiques réalisent même un très mauvais score chez les jeunes de 18-21 ans, sauf Edgar Faure (53 % de réponses très favorables ou plutôt favorables). La démagogie réformatrice et l'illusion de nouveauté apportée par ce vieux cheval de retour font encore recette.

Quant aux leaders du gachisme institutionnalisé, ils n'ont guère de succès : Krivine ne recueille que 3 % de réponses « très favorables » et 47 % des 18-21 ans interrogés n'ont aucune opinion sur lui.

Ceci ne veut pas dire que les jeunes soient devenus moins « contestataires » et révoltés. Les étudiants ont un net désir de changement, et recherchent un modèle différent de société qui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ne ressemblerait guère aux modèles actuellement célébrés : 5 % des étudiants seulement sont favorables au modèle chinois, 3 % au modèle soviétique et 3 % des 18-21 ans à l'expérience chilienne. On note, en revanche, chez ces derniers un certain attrait pour le modèle suédois (21 %), mais 28 % rejettent tous les modèles existants.

Conclusion : un net dégoût pour les jeux politiques, un profond désarroi et la volonté de trouver « autre chose ». N'est-ce pas prometteur ?

Yves LANDEVENNEC.

« LA FRANCE »

Ce petit « essai » ne prétend ni tout expliquer ni tout résoudre. Son but est simplement de faire réfléchir ceux qui sentent leur communauté nationale en crise et qui recherchent une solution.

L'ascicule de 160 pages en format 21×29,7.

Prix : 6 F - Franco : 8 F.

Commande à nos bureaux. — C.C.P. N.A.F. 642-31.



pour un idéal-type du pouvoir

claire bruaire

N.A.F. — Claire Bruaire, vous allez prochainement publier un livre consacré au problème du politique. Qu'est-ce qui vous a amené à réfléchir à ce problème et dans quelles perspectives y avez-vous réfléchi ?

C. B. — Ce qui m'a amené à réfléchir à ce problème, c'est la difficulté de faire coexister des libertés. Le problème politique, c'est celui des libertés, c'est-à-dire celui de donner droit à toute liberté dans son rapport à toutes les autres. Celui, par conséquent, de la garantie de ce droit.

La nature du politique, c'est donc d'établir des droits, c'est-à-dire une justice politique, pour que la liberté puisse s'exercer en société. Il en résulte plusieurs conséquences. En particulier le fait que cette justice n'est pas la fin mais le moyen de la société. Il en résulte aussi que la politique est première au regard de la justice distributive par exemple et, enfin, que le pouvoir peut disparaître, soit par faiblesse, soit dans la violence. Le pouvoir doit en effet rester une force employée à la justice et, quand il se perd dans la violence ou dans la faiblesse, il disparaît. Ce qui signifie que le pouvoir contredit la violence pour être la résolution pratique de l'antinomie entre la force et la liberté.

C'est ce problème du pouvoir qui est premier du point de vue de la réflexion qui lie à la nature du pouvoir, le problème de l'Etat et celui de la nation. Ces trois catégories en appellent une dernière qui est celle de l'histoire. Mais le philosophe ne peut pas, a priori, savoir quel est le contenu de cette dernière catégorie et, par suite, il y a une certaine indétermination dans son propos.

Ce qu'il peut faire, par contre, c'est aller jusqu'à établir des *normes institutionnelles* générales. Mais autre chose est leur application dans telle société, à un moment donné de son histoire, à l'intérieur de telle habitude de régime.

C'est pourquoi, à mon avis, le problème du régime, classiquement défini dans ses trois genres

— monarchique, aristocratique, démocratique —, n'est pas le premier. Ce qui est premier, ce sont les normes institutionnelles qui sont nécessaires pour que subsiste la liberté dans une société.

N.A.F. — Mais ces régimes que vous évoquez représentent tout de même la forme concrète revêtue par l'Etat ?

C. B. — Bien sûr. Seulement c'est cette forme concrète qui est donnée par l'historicité de toute situation. Historicité que nul ne peut remplacer, ce qui signifie qu'on ne peut pas préjuger d'un régime : il est en quelque sorte déjà là. Même si on veut le changer, on doit tenir compte de ce qui est là, la première tâche étant d'y instaurer, autant que possible, la logique du politique dans ses droits et dans ses normes.

N.A.F. — Au fond, vous construisez une sorte d'idéal-type du pouvoir ?

C. B. — Je ne peux pas faire autre chose. Le reste, c'est la politique et non le politique.

J'ajoute que le philosophe est obligé de rendre compte de cette notion, aussi nécessaire qu'indéterminée, qu'est la légitimité. A mon avis, la légitimité ne peut être définie que d'une seule manière : c'est le consentement donné au pouvoir par les citoyens, en réciprocité de la reconnaissance des citoyens par le pouvoir, comme individus appelés à la liberté. Cette reconnaissance suppose deux choses : d'abord que ceux qui reconnaissent — les citoyens — aient du goût pour la liberté et l'envie de l'exercer. Le rôle du pouvoir n'est pas, en effet, d'exercer notre liberté à notre place, mais de nous donner des moyens de le faire, c'est-à-dire des droits. Et puis cela suppose une certaine manière, historique, particulière, de reconnaître. Et c'est là que le régime de fait est important. Ce qui revient à dire que la « crédibilité » d'un régime ancien est toujours très faible.

N.A.F. — Faites-vous une différence entre le consensus et la volonté générale ?

C. B. — La volonté générale est un mythe, signifiant l'autocratie collective, forgé de toutes pièces par Rousseau en application de la métaphysique cartésienne de la liberté à des problèmes politiques. C'est la thèse de la liberté « tout-ou-rien ». On ne peut pas la donner à moitié, on ne peut pas non plus l'organiser. Tout ce que peuvent faire les libertés, c'est fusionner. Et cette fusion des libertés en une seule, c'est le « Souverain ». Mais l'idée de nation c'est autre chose. C'est une certaine unité de volonté, c'est une catégorie de la volonté qui suppose un Etat pour l'organiser, un pouvoir pour être son centre et promouvoir cette volonté.

N.A.F. — En reconnaissant la spécificité du politique, vous vous opposez donc au marxisme et au saint-simonisme ?

C. B. — Je crois que ces deux courants n'en font qu'un. Le marxisme nie l'existence du pouvoir, quel qu'il soit, puisque pour lui il n'y a que des violences. Pour un marxiste, il n'y a jamais eu de pouvoir légitime, et ceci en conséquence de son matérialisme de principe, pour lequel il n'y a que des oppositions de classes économiques. Il en résulte qu'il n'y a jamais eu de politique, sinon des apparences, et qu'il n'y en aura jamais puisque, le pouvoir étant l'expression de la classe dominante, quand il n'y aura plus de classes il n'y aura plus d'Etat. Et vous savez que la seule formule logique découverte par Engels, pour définir la société sans classe, est précisément la formule saint-simonienne de la substitution au gouvernement des hommes de l'administration des choses. Ce qui est l'idéal-type de la technocratie.

Le marxisme s'interdit, faute d'une métaphysique de l'homme, de connaître sa vocation de liberté, par suite la nécessité de donner droit aux libertés, par suite la nécessité d'un pouvoir qui, dans son principe, contredit la violence.



Le marxisme manque donc à l'avance le problème politique. Et il est d'ailleurs dans ses principes de n'en parler que tactiquement.

N.A.F. — *Comment se fait le joint entre la réflexion du philosophe et les problèmes qui se posent aujourd'hui : ceux de la contestation ou de la croissance par exemple ?*

C. B. — Il me semble que les questions que vous évoquez constituent une menace pour la politique, menace qui provient d'un économisme lui-même engendré par la science et la technique.

Je crois que derrière tout ce que l'on nomme contestation se cache la peur d'une réduction à l'espèce biologique, par laquelle la liberté n'aura point sens ni, par suite, le politique. C'est la raison pour laquelle je trouve puérils les bons esprits qui dénoncent la pollution comme mal suprême. Dénoncer la pollution avant tout, signifie que c'est seulement l'animal bipède qui est menacé. Ce n'est plus un problème politique, c'est une menace aggravée sur la vie politique. En fait, il faudrait se demander si l'essentiel n'est pas de garder raison, d'exister humainement par différence de vivre. Notre dernière chance est là, alors que la « contestation » ne fait que transformer les menaces en fatalités.

N.A.F. — *Vous opposez la raison à l'utopie...*

C. B. — L'utopie consiste à penser que l'homme peut être bon et raisonnable spontanément. Dans ce cas il n'est pas besoin de pouvoir, puisqu'on a besoin d'un pouvoir quand il s'agit de donner force aux faibles. La raison au contraire, c'est de savoir notre condition d'existence et d'essayer de faire se conformer autant que possible nos droits avec la réalité.

N.A.F. — *Si nous vous posons brutalement la question « République ou Monarchie ? », comment réagissez-vous ?*

C. B. — Il y a un débat qui me semble impraticable, c'est de chercher si un régime est meilleur qu'un autre en soi et pour soi.

Le seul débat possible est de chercher si le régime que nous avons actuellement, dans la mesure où il a une légitimité, peut ou non se conformer à la logique institutionnelle. Mais je ne vois pas d'autre alternative sérieuse. Ce qui me semble par contre important, c'est de chercher comment on peut avoir un pouvoir monarchique, comment on peut avoir des représentations valables des différents corps d'une nation. Mais ces questions peuvent aussi bien se poser en monarchie qu'en régime républicain. Actuellement, nous sommes en régime républicain et l'historicité du moment. Sinon je n'ai, a priori, rien contre la monarchie constitutionnelle.

N.A.F. — *L'historicité n'est-elle pas pour une part l'insertion dans une communauté historique qui plonge dans le passé, qui, du même coup a sa personnalité, et*

qui fait que certaines institutions sont plus liées à une communauté qu'à une autre ?

C. B. — Certes, mais nous avons en France un passé simple et un passé antérieur. Je ne

pense pas que nous puissions faire abstraction du passé simple, c'est-à-dire de deux siècles de république. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, chez la plupart des Français, une nostalgie de la monarchie. Mais penser que les Français vont consentir immédiatement à un régime de passé antérieur ne me paraît pas soutenable.

philosophie et politique

Tout philosophe est, un jour ou l'autre, amené à rencontrer le politique. Il suffit de songer à la République de Platon et aux Politiques d'Aristote. Claude Bruaire n'innove donc pas en préparant un ouvrage sur ce sujet après deux essais d'anthropologie. Sa réflexion continue sur le même objet, l'homme, qui n'est pas seulement raison affirmant ou niant Dieu, corps participant aux exigences de l'esprit qui est réflexion et liberté, logique et volonté, mais aussi raison et corps en situation dans la cité.

L'école maurrassienne a toujours affirmé la légitimité de deux méthodes, d'ailleurs complémentaires, pour résoudre les problèmes de l'homme vivant en société. L'une, plus inductive, s'appuie sur l'histoire critique, en essayant de la rendre intelligible par la recherche de constantes, de lois qui constituent autant de points de repère sur la nature des institutions, des corps sociaux, et du secret de la réussite des civilisations. L'autre, plus décisive, part plutôt des définitions des philosophes pour tracer les grandes lignes d'une cité conforme aux exigences de l'homme.

C'est évidemment cette méthode qu'a choisie Claude Bruaire, puisque c'est elle qui convient le mieux au philosophe. Avec une grande probité, il indique les limites de sa réflexion qui s'arrête dès que se pose la question du *hic et nunc*. Etablissant les normes institutionnelles exigibles toujours et partout, il est dans l'impossibilité d'exprimer leurs formes concrètes, celles-ci étant du domaine de l'histoire.

Nous nous accordons, à quelques nuances près, sur les principes fondamentaux, les normes institutionnelles définies par Claude Bruaire, et nous nous souvenons qu'Aristote déjà n'envisageait pas les trois genres de régime comme absolument

hétérogènes, mais montrait que l'idéal-type institutionnel consistait dans un « mixte ». Il est vrai que la démocratie n'avait alors rien à voir avec les mythes rousseauistes que Bruaire rejette avec la même vigueur que nous.

Sur ce dernier point, nous apporterons une nuance. Claude Bruaire montre bien que la nation implique un certain consensus. Cependant, il nous paraît difficile de considérer la nation indépendamment de l'histoire qui lui a donné l'être, indépendamment de la notion d'héritage. Il n'y a pas un concept unique de nation, il n'y a que des nations particularisées, et dont l'existence s'impose le plus souvent comme un bienfait, avant même qu'une volonté le reconnaisse, volonté particulière ou consensus social.

Nous constatons notre accord le plus solide sur la défense de la spécificité du politique, contre les conceptions marxistes et technocratiques. Le politique implique, pour Claude Bruaire et pour nous, la reconnaissance de l'homme dans toutes ses dimensions. Ainsi, par-delà la fonction économique du pouvoir, nous reconnaissons ensemble une fin non exclusive, mais fondamentale, qui consiste à sauvegarder l'homme, non le bipède, mais l'être raisonnable.

Si nous posons alors la question du *hic et nunc*, nous nous retrouvons aussi sur le plan de la méthode. Seule la référence à l'histoire permet une réponse. Nous nous séparons cependant sur son application. Pour rechercher l'institution qui convient aux normes institutionnelles définies, il nous paraît nécessaire d'appliquer intégralement la méthode expérimentale. Celle-ci permet de déterminer réellement ce qui convient et ce qui ne convient pas, ce qui est physiquement possible et ce qui ne l'est pas. Cette méthode nous oblige à une condamnation sans appel de la démocratie en France.

Claude Bruaire nous fait remarquer que la démocratie a près de deux siècles d'existence et qu'il sera difficile aux Français d'accepter une monarchie située dans un futur antérieur aussi éloigné. Nous lui ferons remarquer, à notre tour, que la démocratie en France n'a jamais été capable de se définir institutionnellement, qu'elle n'a jamais eu de forme définie, et se trouve toujours à la recherche d'un être décidément indéfinissable.

D'autre part, Claude Bruaire nous semble faire abstraction d'une donnée fondamentale qui est l'être historique de la nation, être qui tend à perdurer et dont la nature correspond à ses exigences propres. Comme un certain type de démocratie est consubstantiel à la Suisse, la monarchie est consubstantielle à la France. La preuve en est que les républiques défilent chez nous sans qu'aucune ne parvienne à s'adapter durablement.

Incontestablement, le rétablissement de la monarchie impliquerait une rupture dans la trame historique, plus violente que celle imposée par un changement de démocratie. Il nous paraît nécessaire d'admettre cette rupture, en l'aménageant, il est vrai, pour faire l'économie de la guerre civile. C'est la tâche que nous assumons, tâche qui nous paraît de jour en jour moins chimérique, car répondant seule valablement aux grands soucis politiques du présent.

Nous ferons une dernière remarque. Claude Bruaire déclare qu'il n'est pas hostile au principe d'une monarchie constitutionnelle. Il faudrait nous accorder sur le sens du qualificatif. S'il signifie que la monarchie doit partager son pouvoir avec un parlement, nous sommes contre la monarchie constitutionnelle. L'histoire a montré qu'elle n'était pas viable. L'autorité de l'Etat ne se partage pas. Si Claude Bruaire entend, par contre, que l'autorité de l'Etat soit limitée par des corps intermédiaires et que ceux-ci soient représentés dans des assemblées organiques, nous tomberons d'accord. Il s'agit alors de distinguer soigneusement pouvoir et représentation.

**Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.**

**république
ou monarchie :
la
semaine
prochaine
réponse
de
Gustave
Thibon**

TRIBUNE LIBRE

là-haut, sur la montagne

Nous sommes loin là-haut sur la carte, tellement loin qu'il faut nous couper ou au moins nous plier pour présenter le reste de l'Europe. Il y a la même distance entre le Nord et le Sud de notre pays qu'entre Oslo et Rome (au point de vue géographique, bien entendu). Nous ne sommes pas très nombreux (moins de 4 millions) mais les éléments, pas toujours très favorables, nous ont rendus unis et assez fraternels. Nous sommes un peu primaires, avec quelquefois le nationalisme aigu des nations qui viennent de retrouver la liberté (nous n'avons recouvré notre indépendance qu'en 1905).

Mais nous sommes européens par l'héritage, la civilisation, les souffrances de la dernière guerre endurées en commun. Nous voyageons, exportons et transportons beaucoup. Notre modeste civilisation a pénétré le reste de l'Europe, notre langue a fourni quelques mots à d'autres langues européennes et même l'intangible langue française a consenti à nous en emprunter quelques uns (yacht, slalom, par exemple). Nous ne pouvons pas dire non à l'Europe, nous en sommes, pour toujours et depuis toujours.

POURQUOI NON AU MARCHÉ ?

Economiquement, nous sommes une région périphérique. La Bretagne, le Schleswig-Holstein, la Sicile, le land de Hambourg même sont des régions périphériques. Le marché commun ne leur a guère profité quand il ne leur a pas nuit. Nos petits égoïsmes (nos pêcheurs nous les aimons bien) seraient noyés dans vos grands appétits. Pourquoi le marché commun relèverait-il notre protection de la pêche et d'une agriculture encore plus sympathique et mal organisée que la vôtre ?

Soyons honnêtes, nous ne protégeons pas notre égoïsme économique pour nos seuls pêcheurs et paysans ; il y a aussi le pétrole et le gaz. Nous sommes le pays qui est à l'est des vagues, et aussi des derricks. Les boursiers de tous les

la
norvège
et l'europe

pays se réjouissent de voir les grandes compagnies pétrolières américaines, anglaises et même parfois françaises, découvrir dans nos eaux territoriales, les « politiquement sûres », ces huiles et ces gaz générateurs de pollution et de profit. Nous aussi nous nous réjouissons. Le « politiquement sûr » nous irrite ; pour vous, nous sommes « des irakiens » en plus gentils, en plus contrôlables aussi, surtout dans le cadre d'une politique énergétique européenne. Vous imaginer que nous serons plus exploitables et plus profitables que les pays du Moyen-Orient, cela nous inquiète un peu sur votre degré de fraternité et sur votre capacité à apprécier la qualité de nos économistes.

VEenez DONC NOUS VOIR

Mais il n'y a pas que l'économie, il y a aussi la vie. Nous l'aimons bien, plus que l'économie. Nous aimons être riches, mais nous n'aimons pas la disparité des revenus, ni la croissance à tout prix. Mieux vaut être pauvre et libre, surtout quand la pauvreté est relative. Peut-être aussi nous trompons-nous ? Si les Français avaient eu à voter au moment du Traité de Rome, ils n'auraient peut-être pas approuvé le marché dont ils ont pourtant profité ? Notre industrie aurait pu tirer profit d'une entrée dans le marché commun ; elle craint l'isolement. Que nos industriels se rassurent, nous pouvons toujours adhérer à quelque chose, l'O.P.E.P. * par exemple !

Nous autres nordiques, ne sommes pas aussi solitaires que vous pouvez le penser. Nous aimons à vivre en bandes, en équipages, en groupes, en villages. Venez nous voir, nous vous aimons bien. Mais nous n'aimons pas votre aspect urbain de Rome décadente, ou tout au moins de Babylone.

Kjell Petter Preuz PETERSEN.

* N.D.L.R. — L'O.P.E.P. est l'organisation des pays producteurs de pétrole, de la Libye à l'Arabie Séoudite en passant par l'Irak et le Koweït.



pèlerinage vers l'ouest

Lorsque, il y a quelques mois, j'ai eu l'occasion de commenter dans ce journal la visite historique de Nixon à Pékin, j'avais souligné que le principal résultat qu'il fallait en attendre était l'effet porté sur l'opinion publique des deux pays en présence. La Chine a retrouvé sa face sur le plan international et après cette victoire morale sur le « tigre en papier impérialiste », est maintenant solidement établie parmi les grandes nations avec, à l'occasion, le droit de frapper du poing sur la table.

L'EXEMPLE AMÉRICAIN...

Le côté spectaculaire de cette opération a valu au Président Nixon auprès de son peuple un immense succès de prestige, succès qui assoira définitivement sa popularité s'il arrive à sortir du borbier vietnamien avant l'échéance des élections.

Sur le plan commercial et des échanges internationaux, aucun résultat vraiment appréciable n'en a été obtenu jusqu'à ce jour. Tout au plus, sur le plan politique, peut-on affirmer que pour la Chine cette baisse de tension à l'Est lui donne la liberté de porter toute son attention sur ce qui à son avis, tous les témoignages le confirment, constitue pour elle le véritable danger : la pression soviétique au nord et au nord-ouest.

Il peut donc paraître logique de voir dans les entretiens Tanaka - Chou En-lai, le complément normal de cette politique, le protégé japonais imitant servilement le maître américain. Sur le plan international, pour la Chine, ils complètent l'opération de désamorçage du danger venant de l'Est et d'isolement politique de Taïwan.

En effet, la valeur de l'accord que M. Tanaka vient de signer, bien que moins spectaculaire pour l'opinion mondiale, dépasse de beaucoup la portée des résolutions communes que le Président Nixon signa avec le ministre Chou En-lai.

Il n'est pas sûr que bien qu'applaudissant l'initiative de Tokyo, Washington ne rie pas un peu jaune car les résultats obtenus par cet accord dépassent sans doute de beaucoup ce qu'il pouvait désirer.

... SUIVI PAR UN ALLIÉ AUX DENTS LONGUES

Pour comprendre la vraie portée de cet événement il faut brièvement se rappeler quelles furent, au cours de ces quatre-vingt dernières années, les relations existantes entre la Chine et le Japon.

Lepuis près de deux mille ans le Japon est culturellement tributaire de la Chine : c'est à elle qu'il doit, avec son écriture, tous les fondements de sa culture, sa religion principale le bouddhisme qui lui fut directement apportée par des bonzes missionnaires chinois. Morale, folklore, vision confucianiste du monde devenue shintoïsme, coutume, art, peinture, porcelaine, tout fut profondément marqué par l'influence du céleste Empire.

En fait, les relations entre ces deux peuples peuvent se comparer à celles qui existèrent entre les Romains et nos ancêtres Gaulois, à la différence que les deux cultures continuèrent de progresser et d'exister côte à côte : derrière l'arrogante attitude de supériorité du militarisme japonais s'est caché en fait un complexe d'infériorité envers une culture dont il se sait tributaire ; tandis que pour le lettré chinois les traditions millénaires situent dans les îles des mers de l'Est le séjour des Immortels...

Vers la fin du XIX^e siècle, sous l'influence de la civilisation orientale, le Japon, à l'étroit dans ses îles, s'est laissé gagner par la tentation du colonialisme : la Chine chaotique et presque colonisée économiquement par l'Occident pouvait paraître la proie rêvée. Le Japon n'ignorait pas les immenses

ressources potentielles, en grande partie inconnues, de ce vaste territoire à la portée de la main, ainsi que la valeur du potentiel humain que représentait le peuple chinois industrieux et docile. Pendant cinquante ans, de 1895 (guerre sino-japonaise) à 1945, le Japon s'efforça d'assujettir la Chine.

VERS UNE NOUVELLE « SPHÈRE DE CO-PROSPÉRITÉ » ?

Entre les mains d'intellectuels plus psychologues cette idée-force d'une sphère de co-prospérité en Extrême-Asie aurait eu une chance de réussir si les brutalités de la soldatesque nippone, à l'instar des forces nazies en Ukraine, n'avaient réveillé en Chine un nationalisme latent.

Et voici que le Japon, vaincu par les Etats-Unis, se retrouve brusquement de plain-pied comme interlocuteur de la Chine. Les détails du traité, si l'on en juge par les traductions publiées par la presse, sont une merveille de rédaction diplomatique : sans jamais l'avouer formellement, le Japon abandonne Taïwan avec lequel il avait signé en 1952 un traité de paix, car il « respecte » les droits de la Chine sur cette île. A partir du 29 septembre, des ambassadeurs sont échangés et le dernier alinéa du traité prévoit de nombreux accords subséquents dans le domaine des communications et des échanges commerciaux.

D'aucuns ont pu dire que le Japon, abandonnant ses échanges prospères avec Formose, quittait la proie pour l'ombre. Il est vrai que dans l'immédiat le marché chinois n'apporte que des avantages problématiques en échange d'une réalité tangible, mais il mise, et il n'a sans doute pas tort, sur les immenses ressources potentielles du continent chinois dont ils sont les plus à même d'aider à la mise en valeur.

N'oublions pas que la Chine et le Japon peuvent se comprendre par l'écriture sans le truchement d'interprète. Leur voisinage les oblige à s'entendre ou à se détruire. Dans l'immédiat, il est heureux pour la paix du monde, sinon pour l'avenir économique des Etats-Unis, que ce soit la première solution qui semble prévaloir. Mais à long terme, que résultera-t-il du nouvel expansionnisme japonais en Extrême-Orient ?

Yann KERLANNE.

cinéma

l'amour l'après-midi

Il a fallu dix ans à Eric Rohmer pour réaliser ses six « contes moraux » et beaucoup de patience pour avoir la place qu'il mérite dans le cinéma français. Avec « L'amour l'après-midi », le dernier des « contes », il est désormais « celui que l'on n'espérait plus », un cinéaste-écrivain. Comme Balzac dans « La Comédie Humaine », il étudie les âmes avec une rigueur mêlée de tendresse. Et l'art qu'il possède de dominer ses sujets le place immédiatement parmi les « grands ». C'est en quelque sorte un esprit classique qui s'exprime par l'écriture cinématographique.

Dans « L'amour l'après-midi », Rohmer aborde une fois encore l'étude psychologique : le piège tendu étant celui de l'infidélité. Tentation éternelle

opposée à un contexte moderne, cette fable conquiert d'emblée par sa justesse de ton. Et la justesse de ton, c'est ici la sobriété de la mise en scène comme celle des décors, la subtilité de l'interprétation, d'une façon générale l'absence du moindre effet facile. Mais en revanche quelle aisance dans l'analyse et l'observation du comportement humain ! L'émotion naît de la seule exactitude et l'on est définitivement gagné par l'intelligence de l'auteur qui se révèle à chaque pas.

Enfin il paraît difficile de ne pas être sensible à l'élégance de la forme. Rohmer est tout de finesse et de délicatesse lorsqu'il confronte ses personnages. Leurs sentiments demeurent toujours au niveau de la réalité, sans la moindre outrance. Quant à la partie de méditation pure, elle dévoile un autre talent, celui de l'écrivain. Et tandis que les héroïnes des contes précédents hantent avec beaucoup de grâce l'esprit du narrateur, on devine en filigrane que l'auteur attache une très grande importance à

l'étude des situations parce qu'elles représentent l'expérience de la vie en face de la virtualité des idées.

Rohmer navigue-t-il à contre-courant ? On est plutôt tenté de penser qu'il prend la suite d'un courant que la mode n'atteint pas et qui s'appelle classicisme.

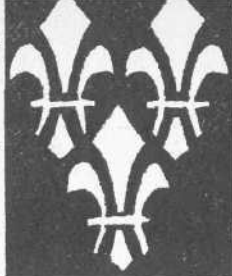
Dominique PAOLI.

UNE BELLE FILLE COMME MOI, de François Truffaut, avec Bernadette Lafont.

La vie mouvementée d'une criminelle vue sous un angle humoristique. Une grande performance de Bernadette Lafont et une bonne détente pour le spectateur.

DOCTEUR POPAUL, de Claude Chabrol, avec Jean-Paul Belmondo.

L'humour noir poussé à son paroxysme, mais pas toujours de très bon goût. Nettement inférieur au film de Truffaut.



les baux de provence

Notre numéro du 16 août sur la Provence, nous a valu un abondant courrier. Un certain nombre de nos lecteurs ont tenu à nous apporter des précisions ou à contester certains points de vue techniques soulevés par Paul Maisonblanche et moi-même. Nous sommes heureux de pouvoir continuer dans ce numéro le dialogue avec eux. Nous abordons cette semaine le problème des Baux

Certaines des critiques apportées par nos correspondants sont vives. Nous ne les approuvons pas toujours, MAIS ELLES SONT INDISPENSABLES A LA VIE D'UN JOURNAL. Et pour tout dire, je souhaite que le Forum soit à l'avenir plus nourri qu'il ne l'a été durant la première année de la N.A.F.

Arnaud FABRE.

M. Thuillier, maire des Baux, mis en cause par Paul Maisonblanche nous écrit :

La position que j'ai prise dans l'affaire de la bauxite, est celle de la raison et du bon sens, je ne mélange jamais la défense de mes intérêts personnels, avec les intérêts de ma Cité.

Certes, dans cette affaire, je n'ai pas fait beaucoup de bruit et de tapage, mais j'ai mené le meilleur des combats, dans l'intérêt de ma commune.

Pourquoi ne dites-vous pas, que lorsque j'ai pris en mains les destinées de la Cité des Baux, mon prédécesseur avait consenti, en accord avec son Conseil municipal, un bail de 20 ans pour l'exploitation de la bauxite, au lieu-dit les « Canonnets » et qu'il avait donné un « avis favorable » à cette exploitation, et après cela vous m'accusez de jouer un double jeu ?

Nous donnons volontiers acte à M. Thuillier que sa qualité de propriétaire de « l'Oustal de Beaumanière », fréquenté par des ingénieurs de Péchiney, n'a vraisemblablement joué aucun rôle dans son attitude favorable à la réexploitation de la bauxite dans sa commune. Son honnêteté est connue et nous le prions d'excuser l'accusation lancée par Paul Maisonblanche, victime d'une erreur de transmission de son enquêteur.

Il reste à savoir si cette exploitation est vraiment conforme à l'intérêt commun.

C'est ce que soutient un de nos amis de l'Hérault qui s'est occupé de la question et qui tient à garder l'anonymat.

Il nous écrit :

Vous auriez dû supposer que des études géologiques, hydrogéologiques, d'exploitation minière ont précédé et sont constamment poursuivies depuis la reprise de l'exploitation d'un gisement qui a déjà fait l'objet de travaux non négligeables depuis le début du siècle. Certains résultats de ces travaux sont exposés dans une brochure largement diffusée, qui nous a valu l'approbation de personnalités indépendantes et parfois portées à la critique...

Ceci vous aurait sans doute évité des considérations étonnantes :

— sur le balayage de l'humus par le mistral lié à une exploitation souterraine !

— sur la fragilité des montagnes méditerranéennes qu'un demi-siècle d'exploitation intensive n'a nullement montrée dans le Var...

— sur l'engagement concernant le tonnage quotidien qui n'a jamais été pris...

— sur les dérogations que nous pourrions obtenir, nous sommes astreints, comme partout en France, aux règlements miniers qui sont les plus sévères du monde...

...La caractéristique de la Ligue de Défense des Alpilles est d'être animée par des non-provençaux propriétaires de résidences secondaires, à l'exception toutefois de Marie Mauron qui a trouvé sur ce sujet l'occasion de se faire entendre et publier...

...Pourquoi Péchiney est-il allé aux Baux ?

Tout simplement parce que ses dirigeants ont estimé qu'ils n'avaient pas le droit de négliger une ressource nationale... alors que celle-ci permettrait de maintenir en activité les usines d'alumine et d'aluminium sises en Provence, en Languedoc, dans les Alpes et les Pyrénées et qui représentent une part importante de l'activité économique de ces régions.

Je voudrais également que vous définissiez plus clairement les instances représentatives aptes ; je ne vois pas que les municipalités qui sont représentatives ou les conseils généraux soient particulièrement aptes à traiter des problèmes d'écologie ou d'économie politique sans le concours des services de tutelle spécialisés...

Je ne puis absolument pas approuver ce « pathos démagogique » d'après lequel le capitaliste, pourtant nécessaire à la vie économique est uniquement avide de profit, étranger au pays (pourquoi ?) ; ce capitaliste qui peut être vous ou moi, peut parfaitement rechercher avec goût et discernement le taux de profits nécessaire à sa survie et à une expansion correspondante à l'expansion démographique, sinon il faut recourir au capitalisme d'Etat. Ce n'est pas votre but que je sache !

La lettre de notre correspondant appelle deux sortes de réflexions.

Sur le plan technique, il est évidemment possible de discuter les propositions contenues dans

notre article. Nous nous bornerons à faire remarquer que plusieurs géographes nous ont exprimé leurs craintes de voir la nappe d'eau retenue par la bauxite disparaître par suite d'une exploitation trop intensive de celle-ci. Or, chacun sait que le calcaire, perméable à l'extrême, verrait dans ce cas les eaux de pluies s'infiltrer en profondeur, pour le plus grand dommage de la végétation, arbustive notamment. Et il est bien connu que, dans les régions déboisées de Provence, l'érosion éolienne est désastreuse pour l'humus.

En revanche, la thèse de notre correspondant est plus contestable en ce qui concerne le cadre institutionnel dans lequel l'opération « bauxite » est entreprise.

Nous admettons que la « Ligue de Défense des Alpilles » ait reçu le concours de certains partisans d'un parc - à - résidence - secondaire - dans - cette - Provence - si - typique.

Il n'en reste pas moins qu'il est inadmissible qu'une décision intéressant tout l'équilibre naturel de la région des Alpilles ait été décidée uniquement en fonction de la volonté de Péchiney et de l'avis de « services de tutelle » anonymes et irresponsables.

Qu'en matière de développement économique l'esprit d'entreprise soit irremplaçable nous en conviendrons aisément. Que les conseils municipaux et généraux ne soient pas omniscients en matière d'écologie, c'est l'évidence même.

Mais il est inadmissible, justement, que les services techniques placés actuellement sous le contrôle de l'Administration (ce « on » indéfinissable, alibi de toutes les compromissions) ne soient pas mis à la disposition des élus locaux afin de leur donner les éléments techniques concourant à la prise de décision. Notre correspondant, qui est monarchiste, reconnaît dans cette procédure le principe du « roi en ses conseils », faisant la synthèse des différents points de vue « sectoriels » de ses collaborateurs.

Dans le cadre d'un Etat décentralisé et d'un pouvoir régional, le chef de l'exécutif régional endosserait alors, pour le meilleur et pour le pire, la responsabilité de la décision.

Au contraire, en République, bien malin qui peut définir nominalement parmi les cadres interchangeables de la technocratie bureaucratique, le fonctionnaire qui a pris la décision de couvrir l'opération bauxite.

Notre correspondant parle de la sévérité des règlements des mines. Certes ! Mais ils ne le sont pas plus que les féroces règlements en matière d'urbanisme... Le tout est d'obtenir les dérogations voulues ! Là encore le maquis administratif permet tous les coups fourrés en la matière !

Que Péchiney développe ses activités en Provence n'est pas en soi un scandale... Même si cette firme a son origine et sa direction hors de la région. Le scandale réside dans le fait que la rationalité capitaliste n'est pas conciliée avec les intérêts locaux faute d'un pouvoir régional adéquat... que la République jacobine est bien incapable de mettre sur pied.

P.S. — Bien entendu, ainsi que le fait d'ailleurs remarquer notre correspondant, vingt camions de bauxite par jour à 22 tonnes de charge utile chacun, cela fait 440 tonnes et non 30 à 50 comme nous l'avons écrit. Mais notons au passage que notre ami soutient que Péchiney n'a pris aucun engagement quant à une éventuelle limitation de l'intensité de l'exploitation de la bauxite. N'est-ce pas un exemple de « capitalisme sauvage », meilleur des alibis à un étatisme parfaitement inhumain ?

le mouvement royaliste



deux étés africains

Benoist-Méchin nous assure qu'il « n'aspire plus qu'au silence et à la paix » mais son beau livre, c'est, suivant son expression même, « l'énorme vacarme du monde » deux fois entendu de très près, involontairement.

La première fois, c'est au Caire, du 15 mai au 15 juin 1967. Le jour même de son arrivée, l'historien « rencontre l'histoire sur sa route » : l'armée égyptienne part en manœuvre dans le Sinaï. Ensuite, après le départ des Casques bleus et la fermeture du détroit de Tiran, c'est l'acheminement vers la guerre, à laquelle aucune des personnalités égyptiennes que Benoist-Méchin interroge ne paraît s'attendre. Ce qui permet qu'en contrepoint du récit politique, la suite des heures compose pour Benoist-Méchin et pour nous un autre récit en dehors du temps : du vieux roi exilé Saoud, pleurant sur ses chevaux et sur ses roses jusqu'aux splendeurs du lac Nasser et d'Abou-Simbel où s'élève la prière d'Akhenaton.

Le matin du 5 juin, à 8 h 55, de la terrasse de sa chambre à l'hôtel Shephard's, Benoist-Méchin écoute les premières explosions d'une guerre que l'Égypte, à cet instant même, a déjà perdue ; qui va s'achever six jours plus tard sur l'agonie de son armée dans le Sinaï et qui vérifie la parole de Josué que « le Dieu d'Israël est sans miséricorde ».

Mais le plus surprenant dans les faits et le plus prenant dans le récit, c'est cette nuit du 9 au 10 juin, pleine du vacarme des sirènes, où l'immense piétinement d'une foule ramène au pouvoir Nasser qui vient de démissionner à la télévision.

Du livre se dégage la sympathie de l'auteur pour le raïs et sa politique. Des souvenirs et des documents qu'il rassemble naît l'impression que l'Égypte n'est pas responsable d'une guerre qui lui a coûté, en Mig et en Sukhoï détruits au sol, la valeur de quinze années de récolte cotonnière.

Quatre ans plus tard, le 10 juillet 1971, Benoist-Méchin est à Rabat. Il se laisse entraîner à la réception de Skirat et même il y retourne, après en être parti. Sur la route du palais, il double le convoi des cadets de l'école l'Anermoumou. Il éprouve à la vue de « leur regard étonnamment fixe » comme l'avertissement de ce qui va suivre. Un instant, il veut prévenir le roi, mais des serviteurs l'écartent... Quelques minutes plus tard, « l'enfer fait irruption dans ce Palais de fantaisie... ». De ces scènes que Benoist-Méchin observe, les bras en l'air, et qu'il retrace d'une manière qui éclaire la mort du général Medbouh et le rôle du général Oufkir, deux personnages émergent dont la tenue et la conduite sont véritablement royales. Il se trouve qu'il s'agit du frère du roi et du roi même, dont le livre annonce (c'était avant les événements de cet été) qu'il « nous étonnera encore ». On peut dire aujourd'hui que c'est bien vu et bien jugé.

G.-P. WAGNER.

Albin Michel (28 F).

permanences

PARIS NORD-EST

SECTION 10^e, 19^e, 20^e

Permanence tous les mardis de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris-19^e.

SECTION 9^e, 18^e

Permanence tous les mardis de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris-18^e (métro Jules-Joffrin).

SECTION 3^e, 4^e, 11^e, 12^e

Permanence tous les mercredis à 18 h 30, à la Brasserie Luneau, 6, place de la République (angle boulevard Voltaire).

PARIS NORD-OUEST

SECTION DE NEUILLY-LEVALLOIS

Permanence tous les jeudis de 17 h à 18 h 30, au café-tabac « Le Marly », 54, avenue du Roule à Neuilly.

PARIS RIVE GAUCHE

SECTION DU 15^e, ISSY-LES-MOULINEAUX, VANVES, CLAMART

Permanence tous les vendredis à 21 heures, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

PARIS - GROUPE MÉDECINE

Reprise des activités. S'adresser à la N.A.F. pour tout renseignement.

BOUCHES-DU-RHÔNE

S'adresser à M. Frank CHARRIOL, 9, avenue Victor-Hugo, Aix-en-Provence.

GIRONDE

BORDEAUX

Permanence le jeudi de 18 heures à 20 heures et de 21 heures à 22 h 30, chez M. Boisserolle, 44, rue des Remparts.

INDRE-ET-LOIRE

S'adresser à la N.A.F., B.P. 49, Rives-du-Cher, 37004 Tours-Cedex.

ISÈRE

S'adresser à la N.A.F., 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

MAYENNE

LAVAL

Permanence tous les mercredis de 14 heures à 16 heures, au local, 53, rue d'Avesnières, Laval.

blois

Mercredi 18 octobre, à 20 h 45 : « La Monarchie, condition du progrès national ». Conférence de Gérard Leclerc et M^e Yves Lemaignan. Salle Malfray, place Saint-Louis, Blois.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas : sauf erreur, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la « N.A.F. », soit de s'abonner. Nous donnerons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1^{re})

Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3^e)

Biblio-Press, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

Librairie Grégory, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries.

PARIS (17^e)

Librairie "Au Parchemin", 14, avenue de la Grande-Armée.

PARIS (18^e)

— Kiosque, 97, rue Lamarck.
— M. Pilet, 26, rue Léon.

PARIS (19^e)

— Librairie, 67, rue Fessart.
— Librairie, 36, avenue Simon-Bolivar.
— Librairie, 102, avenue Simon-Bolivar.

PARIS (20^e)

— Librairie, 109, boulevard Davout.
— Librairie, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

RUEIL-MALMAISON

— Librairie, 6, place de l'Eglise.
— Librairie, 6, rue Jean-Le-Coq.
— Librairie, 2, rue de la Réunion.
— Librairie, 4, place de Buzenval.
— "Pavillon des Guides", 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
— Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{re})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

attention cadres méchants

Ils forment 4 à 5 % de la population active et 10 à 15 % des chômeurs.

Ils sont autodidactes ou diplômés et conscients de leur propre valeur.

Ils sont indispensables à l'entreprise, mais les patrons les oublient souvent, les ouvriers sont méfiants, voire hostiles. Ils apprennent que les salaires

ont augmenté de 11 % dans l'année et en cherchent vainement la trace sur leur bulletin de paie. Ils grognent et ne bougent pas, ou clament leur volonté de se défendre. Ils se replient sur eux-mêmes ou comprennent enfin qu'ils sont du même côté que l'ensemble des travailleurs.

L'image parfaite du « jeune cadre dynamique et fonceur », cheveux mi-longs, costume légèrement cintré, menton volontaire, la trentaine ; il va sans doute me parler de rentabilité, de test de produit, de marché potentiel ou encore du « profil » de sa carrière.

« NOUS SOMMES POUR L'ÉCRASEMENT DES SALAIRES ! »

Mon interlocuteur m'a surpris. Oui, c'est bien un de ces jeunes-cadres-aux-dents-longues qui s'exprime ainsi. Sentiment de culpabilité, masochisme ? Non. Il est membre de la plus importante section syndicale de l'U.C.T., l'Union des Cadres et Techniciens. Des dissidents de la C.G.C. qui, en 1968, ont dit leur quatre vérités à Malterre, défenseur acharné de la hiérarchie des salaires et du droit du cadre à gagner toujours trois fois plus — minimum ! — que l'O.S. de base. Ils sont 30.000 qui, avec l'U.C.T., ont refusé la voie de l'égoïsme sacré ou du syndicalisme marginal des grandes centrales. Aujourd'hui, dans l'industrie du pétrole, ils ont signé avec le patronat un accord salarial contenant une première, et bien modeste, tentative d'écrasement des salaires : 15 F par mois pour tous (ouvriers ou directeurs), en sus de 7 % d'augmentation.

Attitude de la C.G.C. ? : « Ils ont quitté la salle de négociations en dénonçant notre collusion avec le patronat et surtout cette "tentative d'écrasement de la hiérarchie des salaires" ! ».

Il y a un peu d'amertume dans sa voix, les membres de la C.G.C. sont des cadres comme lui et il les a soutenus lorsqu'à Westinghouse il y a quelques mois, 140 d'entre eux se mirent en grève pour défendre la sécurité de leur emploi. Pour la première fois de leur vie, des cadres de 40-45 ans se sont mis en grève comme des ouvriers. Un événement ! Car d'une façon générale, les cadres font plus confiance à l'initiative individuelle qu'à l'intervention collective. Cela explique en partie leur défiance quasi instinctive à l'égard du syndicalisme. Mais cette forme de lutte est également rejetée par eux qui, généralement, subordonnent toute amélioration de leurs conditions matérielles à la réussite de leur carrière professionnelle, parce que, jusqu'à présent, la plupart se sentent plus proches des intérêts d'une direction vers laquelle tendent tous leurs efforts de promotion individuelle. S'ajoutant à cela, le sentiment — souvent justifié — que la syndicalisation peut compromettre une carrière pour la vie et l'on comprendra la diffi-

culté des syndicats — la rassurante C.G.C. exceptée — à s'implanter dans ce milieu.

DU DÉSIR DE RESPONSABILITÉ...

Et pourtant, il y a aujourd'hui un malaise des cadres, indéniable. Convaincus d'être un élément essentiel de l'entreprise, ils ont le sentiment d'avoir un rôle fondamental à jouer, comme agent de production et instrument de décision, comme courroie de transmission aussi. De plus, la complexité grandissante du monde industriel justifie à leurs yeux un accroissement de leur rôle. Or, ils ont la conviction que « leurs capacités sont loin d'être employées comme elles devraient l'être » et, à peu près tous « du haut en bas de la hiérarchie, ont la sensation d'être des rouages et non des individus dotés de responsabilités réelles » (1).

Est-ce cela qui conduit M. Malterre à déclarer que « les problèmes posés par les cadres sont comparables à ceux de la classe ouvrière au milieu du XIX^e siècle ? » Le parallèle est pour le moins hâtif, mais il ne peut faire négliger qu'il existe un problème des cadres.

Celui de l'emploi n'est pas le moins important. En effet le temps n'est plus, en France, où le jeune diplômé d'une grande école avait des difficultés pour choisir l'entreprise où il ferait ses premiers pas dans la vie professionnelle. Le chômage existe à ce niveau, comme à celui — plus tragique — des cadres touchant la cinquantaine. En 1969, l'A.P.E.C. (Association pour l'emploi des cadres) enregistrait cinq cents inscriptions mensuelles et, pour le premier trimestre 1972, ce chiffre a plus que doublé et 54 % des demandeurs d'emploi ont moins de trente-cinq ans. Fusions, concentrations, sont les grandes responsables, car ce sont les cadres qui, la plupart du temps, en font les frais.

Or, ces restructurations ne font pas seulement naître l'inquiétude suscitée par les risques de suppressions d'emploi, elles donnent également au cadre le sentiment que sa place dans l'entreprise sera moins importante ; car il ressent toute concentration d'entreprises comme une diminution de son rôle d'instrument de décision. Cette crainte de la perte d'emploi ou de la dilution de sa personnalité, explique en partie qu'un thème comme l'autogestion ne laisse pas indifférent, loin de là, tout cadre qui se refuse à perdre sa liberté individuelle au profit d'un patronat toujours plus éloigné.

... AU REFUS DES "NONOSSES"

A ces premiers éléments d'un malaise qui se

développe de plus en plus rapidement, vient s'ajouter le sentiment éprouvé par les cadres qu'ils sont une catégorie sociale de plus en plus délaissée et lourdement grevée d'impôts. Le problème des impôts n'en est pas un véritablement, car il n'est que la conséquence logique d'un système progressif qui est loi de désavantager les revenus importants. Par contre, il est indéniable que les retombées de la croissance sont moins sensibles au niveau des cadres qu'à celui des catégories sociales plus défavorisées. Il n'y a là rien de scandaleux, à proprement parler, si l'on était en présence des conséquences logiques d'une véritable politique de redistribution. Or, il n'en est rien, et M. Malterre sait qu'il sera entendu et soutenu par la grande majorité des cadres lorsqu'il déclare : « Nous sommes les perpétuels oubliés. Nous souhaitons que tout cela change ». Et d'annoncer une série de manifestations, afin que les cadres ne soient pas « les sacrifiés et les oubliés de l'année électorale (2) ». Position assez proche de celle de l'U.G.I.C.T. (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens C.G.T.) qui, elle aussi, entend profiter de la manne électorale, si généreusement dispensée à ceux qui savent la réclamer en utilisant le seul moyen efficace en démocratie : le chantage aux élections.

Les handicapés, les veuves, les retraités, les personnes âgées ont eu leur part, les bas salaires seront peu ou prou revalorisés, les agriculteurs se déclarent momentanément satisfaits des dernières « semailles ». On trouvera bien un nonosse pour les cadres !

Mais rien ne changera pour autant et aucune mesure ponctuelle n'apportera aux cadres ce qui forme le fond de leur légitime revendication : un accroissement sensible de leur rôle dans la vie de l'entreprise. Deux attitudes sont alors possibles : l'une catégorielle, qui leur permettrait de voir consacrer, par une plus grande participation aux décisions, le rôle irremplaçable qu'ils jouent dans l'entreprise ; l'autre, plus ouverte sur les problèmes globaux du travail, apporterait un début de solution ou phénomène de rejet et d'ostracisme dont ils font l'objet de la part des autres membres de l'entreprise. Mais le système politique immobiliste et bureaucratique permet-il « l'établissement » d'une nouvelle aristocratie du travail ?

Philippe DILLMANN.

(1) *Entreprise*, 27 janvier 1972.

(2) Cité par *Le Monde*, 27 septembre 1972.